



UNIVERSITÉ CHRÉTIENNE
BILINGUE DU CONGO
INSTITUT DE RECHERCHE INTÉGRÉ
INTEGRATED RESEARCH INSTITUTE



OFFRE D'EMPLOI N° 002/0222/CI/TF/GM

Département : Institut de Recherche Intégrée – Programme de Gouvernance des ressources naturelles

Titre du Projet : Artisanas de Paix

Intitulé du Poste : Assistant (e) Genre, Médiation et Consolidation de la paix

Type de Contrat : Contrat à durée déterminée

Lieu d'affectation : Tanganyika

Date Limite de dépôt de candidature : 02 Mars 2022

Superviseur : Project Manager



A. CONTEXTE ET OBJET DU PROGRAMME

Fondée en 2007, Congo Initiative - Université Chrétienne Bilingue du Congo (CI-UCBC) fonctionne en République Démocratique du Congo sous l'agrément définitif No. 078/MINESU/CABMIN.ESU/MM/KOB/2010 du 27/04/2010. Basée à Beni, dans la province du Nord-Kivu, CI-UCBC intervient sur toute l'étendue du territoire nationale pour répondre à la problématique de défaillance dans le leadership, de personnes traumatisées, de communautés vulnérables et fragmentées, de la pauvreté, ainsi que des systèmes corrompus et injustes en RDC ; en formant et en équipant les acteurs du changement et en initiant des interventions à action participative pour la transformation des communautés locales en RDC afin de répondre à la crise intense de guerre, particulièrement à l'Est de la RDC.

Depuis 2014, UCBC a initié son Institut de Recherche Intégrée (IRI) qui dirige, encourage et accompagne la recherche et les initiatives qui transforment les défis des communautés locales en RDC. IRI poursuit la mission d'encourager et d'habiliter les enseignants, les étudiants, les chercheurs, le secteur public et privé à utiliser les ressources de la recherche universitaire pour traiter des problèmes communautaires pertinents sous différentes formes. A travers le Programme de Gouvernance des Ressources Naturelles de L'Institut de Recherche Intégrée, CI-UCBC a intervenu dans 13 provinces de l'Est de la RDC pour apporter des solutions innovantes aux multiples défis du secteur foncier et de la gestion des ressources naturelles, particulièrement le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri en partenariat avec les Services de l'Etat, les Agences des Nations Unies, des ONG internationales, nationales et locales, les Eglises ainsi que les Organisations de la Société civile avec des actions qui visent à promouvoir la paix et l'épanouissement humain en facilitant des pratiques de gestion foncière transparentes, justes et équitables à l'Est de la Congo.

CI-UCBC projette appuyer le projet de Mise en place de réseaux inclusifs de consolidation de la paix au Tanganyika et résolution des problèmes fonciers dans les communautés déplacées Twa et Bantou en collaboration avec Tearfund et l'Eglise du Christ au Congo (ECC) afin d'assurer que les femmes (jeunes et adultes), les personnes marginalisées (les pygmées) de prendre part au processus de consolidation de la paix. L'objectif de ce projet est de s'assurer que les femmes (jeunes adultes et adultes) et les groupes marginalisés (Twa-Bantous) influencent les processus de consolidation de la paix au en province de Tanganyika en



développant leurs compétences en leadership, en transformation des conflits, en résolution de problèmes, en médiation et en plaidoyer.

En vue de contribuer à la réalisation de ce projet, CI-UCBC procède au recrutement d'un (e) **Assitant(e) Genre, Médiation et Consolidation de la Paix** qui sera basée à Nyunzu en province de Tanganyika pour son Programme de Gouvernance des Ressources Naturelles, au sein de l'Institut de Recherche Intégrée.

B. PRINCIPALES RESPONSABILITES

- Appuyer le projet dans l'analyse des questions liées au genre et l'inclusion du genre de manière holistique y compris pour les aspects de budgétisation sensible au genre ;
- Aider l'équipe à atteindre tous les objectifs du projet, en particulier en ce qui concerne les questions juridiques et judiciaires, la médiation des conflits liés au genre et à la terre ;
- Organiser les séances des médiations en appui à la transformation des conflits dans les communautés ;
- Appuyer l'organisation des dialogues communautaires dans le processus de consolidation de la paix ;
- Collaborer avec différentes parties prenantes (la communauté, les autorités locales, les ONGs et autres acteurs œuvrant dans le secteur de consolidation de la paix) dans les discussions sur le genre et les questions d'accès à la terre, la sécurité de la tenure et la cohabitation pacifique dans la province de Tanganyika ;
- Travailler avec les instances compétentes pour assurer et consacrer un caractère juridique aux compromis signés entre parties en matière de règlement des disputes foncières ;
- Orienter et diriger l'élaboration des conventions locales de gouvernance des ressources foncières (charte foncière locale) en mettant un accent particulier sur la femme ;
- Évaluer le système judiciaire existant et sa capacité à résoudre les conflits et les affaires foncières de manière juste, équitable et transparente et en proposer des mécanismes alternatifs de résolutions de disputes accessibles aux personnes marginalisées et aux femmes en particulier ;
- Organiser les formations et des réunions, des ateliers et des formations sur la médiation foncière, le genre, le droit foncier et l'accès à la terre ;
- Assurer de l'intégration du genre dans les activités foncières tout au long du cycle du projet.
- Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales et provinciales pour garantir les droits fonciers et de propriété des femmes.
- Identifier et développer des relations de collaboration avec les principales parties prenantes du gouvernement, de la société civile et au niveau communautaire, qui travaillent pour ou soutiennent le changement dans le domaine de droits fonciers, en étroite collaboration et coordination avec le personnel du projet.
- Faire la cartographie des réseaux existants et des initiatives complémentaires ou intersectorielles pour aider à construire un réseau provincial des partenaires du projet et d'autres organisations, des experts et praticiens des droits fonciers et des droits des femmes axé sur des objectifs communs.
- Planifier, concevoir et mettre en œuvre des stratégies de communication et de sensibilisation concernant les droits fonciers des femmes et des personnes marginalisées, les engagements du gouvernement dans le cadre de l'Agenda 2030 de l'ONU-Habitat et les progrès que les pays africains



ont accomplis au fil du temps vers ces engagements, et ce, en étroite collaboration avec le (la) chargé(e) de communication et mobilisation communautaire du projet.

- Travailler avec les acteurs de la société civile et les membres de la communauté pour renforcer leurs capacités à communiquer (pour différents publics en utilisant des médias adaptés au public) l'importance des droits fonciers des femmes et des personnes marginalisées.
- Travailler avec les acteurs de la société civile et les membres de la communauté pour renforcer leurs capacités à utiliser et à valider les données foncières générées par la circonscription foncière par le biais de formations, d'ateliers et d'autres opportunités d'apprentissage.
- Travailler avec les principaux responsables gouvernementaux aux niveaux local et provincial en vue de les emmener à s'engager à soutenir les efforts de conception et de mise en œuvre d'une stratégie d'atteinte des objectifs de consolidation de la paix par le biais de la promotion des droits fonciers des femmes et des personnes marginalisées.

C. PROFIL REQUIS

- Un diplôme d'études supérieures en Droit, Résolution des conflits, Paix et Développement, Sociologie ou dans tout autre domaine lié au développement est exigé.
 - Maîtrise du français oral et écrit est recommandée ;
 - Avocat qualifié ou Expert Juriste possédant au moins trois ans d'expérience professionnelle en Droit foncier.
 - Excellente expérience dans la gestion des conflits fonciers, la médiation et les questions de genre
 - Expérience de travail dans une zone de conflit ou post-conflit (RDC).
 - Compréhension du système juridique, judiciaire, culturel et politique de la RDC.
 - Une expérience confirmée des problèmes fonciers, avec un accent mis sur l'enregistrement du régime foncier, **les droits fonciers des femmes**, le droit coutumier et le règlement des conflits fonciers, est requise.
 - Une expérience confirmée dans la recherche des méthodes mixtes dans le domaine du droit et du développement est requise.
 - Une expertise avérée dans la **rédaction de rapports** de qualité est essentielle.
- ❖ **Langue** : Une excellente maîtrise du Français parlé et écrit des langues locales (Swahili). Bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé et des langues vernaculaires du Tanganyika constituent un atout.
- ❖ **Qualités personnelles**
- Faire preuve d'éthique et de l'intégrité morale ;
 - Maintenir des relations de travail positives avec les parties prenantes internes et externes ;
 - Bon communicateur en écrit et en oral ;
 - Aptitude à travailler sous pression dans un environnement complexe et évolutif et multiculturel ;
 - Capacité à conduire des échanges en groupe et de transmettre les connaissances (Formateur) ;





- Esprit de travail en équipe et en collaboration avec les autres en vue d'atteindre les résultats communs ;
- Etre motivé et démontre une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre.
- Avoir un esprit très élevé d'équipe et faire preuve des aptitudes à la communication avec des collègues et interlocuteurs de diverses cultures, conditions et niveaux sociaux différents
- Faire preuve d'autonomie, d'auto-motivation et de responsabilité personnelle.
- Attention particulière aux détails ;
- Attitude axée sur le résultat ;
- Gestion du temps : Ponctualité et disposition à participer aux événements au sein de la communauté ;

A. Comment postuler ?

- Les personnes intéressées est priées d'envoyer **UNIQUEMENT PAR MAIL** à l'adresse suivante : recruitment@congoinitiative.org en mettant en copie sergyo.tutecha@congoinitiative.org **au plus tard le 05 mars 2022** Seuls les dossiers envoyés par mail seront pris en compte ;
- Toutes les demandes doivent indiquer le numéro de l'offre attribué par laquelle ils postule sur **ligne objet** dans le courriel ;
- CV détaillé de 3 pages maximum contenant 3 personnes de référence (derniers employeurs) ;
- Lettre de motivation datée et signée (1 page)
- Copie de la pièce d'identité (attestation de résidence, de la carte d'Identité/électeur ou passeport)
- Copie de la carte de demandeur d'emploi délivrée par l'ONEM ;
- Copie des diplômes et attestation de service rendu lié au poste ;
- Les candidatures reçues après la date limites ne seront pas acceptées.
- Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.



Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Note : CI – UCBC ne perçoit pas de frais de quelconque à aucun stade du processus de recrutement (Dépôt, traitement des candidatures, test, entretien, ...). Nous recommandons de refuser systématiquement et dénoncer toute demande de paiement (en espèce ou nature) requise en ce sens pour votre dossier de candidature.

Fait à Beni, le 10 Février 2022

Pour CI – UCBC

Roger KITUKU

Directeur des Ressources Humaines

